

Le député PS F. Pupponi écrit au pdt Macron



Haut-Karabakh :
« On ne construit pas la paix sur l'injustice

institutionnalisée »



Le député socialiste François Pupponi explique dans une tribune au « Monde » que la France, coprésidente du Groupe de Minsk (OSCE) chargé de la paix dans le conflit du Haut-Karabakh entre Arméniens et Azerbaïdjanais, ne doit pas céder aux intimidations du régime autoritaire de Bakou.

Tribune. Le 5 février, le président de la République Emmanuel Macron devrait rehausser de sa présence le dîner annuel donné par le Conseil de coordination des organisations arméniennes de France (CCAF, organisation nationale représentant les Français d'origine arménienne). Il perpétue

ainsi une tradition initiée par ses deux prédécesseurs et honore en cela, comme il le fait pour d'autres groupements, une communauté souvent considérée comme un modèle d'intégration républicaine.

Ces relations institutionnalisées pourraient laisser croire que les attentes de cette partie de nos concitoyens sont prises attentivement en considération par le gouvernement. Or ce n'est que très partiellement le cas. On se souvient en effet que si les Français d'origine arménienne ont milité pendant des années pour la reconnaissance du génocide subi en 1915 par leurs grands-parents - reconnaissance finalement obtenue à l'arraché par une loi déclarative (2001) -, ils n'ont pu parvenir à ce que soit pénalisé le négationnisme spécifique que répandent impunément les négationnistes en Europe.

Si le volet pénal manque, il faut donc se féliciter de ce que le volet éducatif soit désormais bien ancré avec les programmes scolaires de 3e et de 1re qui accordent une place significative au génocide des Arméniens en tant qu'exemple achevé de violence de masse. Et il faut aussi se féliciter de la [mission Génocides](#), dont les conclusions publiées en décembre 2018 devraient conduire à des politiques de soutien accrues.

Mais ce qui pose aujourd'hui question est l'attitude de la France vis-à-vis du Haut-Karabakh, ou Artsakh, cette terre arménienne qui s'est érigée en République à l'issue d'une guerre d'indépendance particulièrement meurtrière avec l'Azerbaïdjan. Vingt-cinq ans après la fin du conflit, la République autodéterminée d'Artsakh n'est toujours pas reconnue par la communauté internationale et son sort est suspendu à des négociations entre puissances belligérantes - l'Arménie, l'Azerbaïdjan et - selon les termes de l'accord de cessez-le-feu - les autorités d'Artsakh elles-mêmes.

Intimidations de l'Azerbaïdjan

La France a une responsabilité particulière dans cette affaire : sous mandat de l'OS...